

RÉVOLUTIONNAIRES

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES
TOURS

Le pire est évité : maintenant on revendique !

C'est une nouvelle surprise pour le second tour des élections législatives dimanche 7 juillet : contre tous les sondages qui plaçaient le RN en tête, c'est le Nouveau Front Populaire qui obtient le plus de députés, 182 au total. Viennent ensuite les députés alliés de Macron, 168, et seulement 143 députés pour l'extrême droite, dont 126 au Rassemblement National.

Personne ne peut disposer seul de la majorité : un casse tête institutionnel, qui reste bien loin de nos préoccupations.

Non, le RN n'est pas « banal »

Le Rassemblement National pensait avoir tout fait pour rassurer. La population d'abord, par médias interposés, qui n'ont eu de cesse pendant la campagne de dénoncer au contraire le danger de « l'extrême gauche ».

Les milieux d'affaires ensuite, avec l'aide de Ciotti et dans un nouveau numéro de charme devant les représentants du Medef, quitte à renvoyer à plus tard toutes les promesses vaguement sociales de la veille.

Mais avec une participation en hausse, et des électeurs qui ont refusé de voter pour l'extrême droite après les désistements, le RN a progressé, en voix et en siège, sans parvenir à la majorité. Après les « on ne nous a pas essayé », Bardella n'a plus qu'à dénoncer le manque de démocratie : comme si les 30 % de l'extrême droite (seulement 20 % des inscrits, avec l'abstention) devaient lui donner le droit de diriger tout le pays selon sa volonté.

Non, on a pas eu envie d'essayer !

Et maintenant, un gouvernement de gauche ?

L'Assemblée Nationale est divisée, et on voit mal quel gouvernement pourra éviter d'être renvoyé par une motion de censure des députés qui lui seront hostiles, à gauche, à droite ou à l'extrême droite.

Le Front populaire, l'alliance de la gauche, est arrivé en tête. Dans les institutions, il sera

paralysé, sauf à convaincre les macronistes de défaire ce qu'il ont fait depuis 7 ans.

Si tout est bloqué dans les institutions, alors c'est le moment de regarder autour. Les mouvements contre la réforme des retraites, et avant contre la loi travail, contre les violences policières et les violences faites aux femmes, contre le racisme de la loi Darmanin-Le Pen et contre la colonisation en Kanaky, conservent toute leur légitimité, et leur actualité.

Le calendrier social n'est pas le calendrier des urnes : personne ne peut le prévoir... ou le décider. Mais il est peut-être temps de prendre confiance dans nos propres forces.

C'est le moment de revendiquer et de lutter



En 1936, le gouvernement de Léon Blum et du Front Populaire n'était même pas encore formé, quand un puissant mouvement de grève s'est étendu dans tout le pays, conduisant aux accords de juin 1936 entre syndicats et patronat. Les congés payés, les conventions collectives ont

été arrachés par les luttes des travailleurs et les travailleuses, avant que le gouvernement ne puisse ensuite les présenter comme projet de loi.

En 2024, un mouvement d'ampleur, pour la retraite à 60 ans, pour 400 € d'augmentation sur les salaires et l'indexation sur les prix, pour les services publics pour tous (santé, école, transports), aurait bien plus de chance de mettre en difficulté un président isolé, et de trouver une majorité à l'Assemblée plus facilement qu'un gouvernement.

Plus facile à dire qu'à faire. Pourtant, au printemps dernier, c'est bien la direction de la SNCF qui a du accepter un accord sur les fins de carrière des cheminots et la retraite anticipée, dont le gouvernement ne voulait pas. Les défauts des institutions « démocratiques » ne datent pas d'hier. Mais nous n'avons pas besoin d'elles pour revendiquer, et pour gagner.

Le 08/07/2024

Conditions d'embauche des ADC : on est loin du compte

Depuis 2020, les nouveaux embauchés ne sont plus recrutés avec des modalités identiques: c'est fini la convention collective et le statut du cheminot. Dans tous les dépôts, le salaire de recrutement est négocié entre l'employeur et le stagiaire au cours d'un entretien en tête à tête, gagnant pour l'employeur.

En région Centre-Val de Loire, le salaire plus les primes pour les agents de conduite (ADC) vaut 1700€ net mensuel pendant la formation, entre 2600 et 3200 € après deux ans.

Ce n'est pas cher payé pour bosser en horaires décalées, de nuits, 2 à 3 week-end par mois, avec la responsabilité de faire voyager des milliers de personnes.

Rien ne garantit désormais un déroulement de carrière qui puisse suivre les augmentations des prix des loyers, gaz, électricité, l'alimentation !

Train gratuit : pas au programme

Selon l'Ifop, une personne sur deux n'a pas pris le train au cours des douze derniers mois. Pour 53 %, la cause principale serait le prix excessif des billets. La direction en est tellement consciente qu'elle propose de les payer en plusieurs fois ! Et même lorsque les destinations sont à plus de 500 km, le train n'est que la troisième option avec 18 % d'usagers, derrière l'avion (30 %) et la voiture (52 %). Et si le train reste, de très loin, le moyen de transport le moins polluant, certains trajets sont moins chers en avion qu'en train.

Pourtant, aucun candidat à l'Assemblée Nationale ne reprend la gratuité des transports collectifs de voyageurs sur rail gratuit.

Le racisme se décomplexé !

Dimanche 30 juin, le jour du premier tour des élections législatives, un usager a verbalement agressé les collègues de l'espace vente de la gare Montparnasse, avec des propos à connotation racistes, directement liée à une supposée arrivée au pouvoir du RN.

Ces élections ont soulevé chez les réacs et racistes de tous poils, l'espoir d'un gouvernement d'extrême-droite. Cela donne la confiance à tout un tas d'énervés pour assumer ouvertement leurs idées dégueulasses, voire à perpétrer des agressions physiques.

Les idées réactionnaires ne reculeront que face à nos luttes, et notre solidarité indéfectible entre travailleurs de toutes origines.

Nouveaux députés, anciennes attaques contre les cheminots

Les députés de l'Indre et Loire ne sont pas tous nouveaux en 2024. Les élus de droite, y compris macronistes, ont voté autrefois la privatisation du fret et du transport voyageurs, la casse du code du travail, les restrictions au droit de grève et l'allongement de la durée du travail avant la retraite.

Des socialistes et les verts avaient voté la libéralisation du fret et du transport voyageurs, et bien d'autres encore, sous des gouvernements de gauche. La gauche du Conseil Régional Centre-Val de Loire avait voté, en 2022, l'ouverture à la concurrence de la SNCF. Autant être vigilants avec C. Fournier et L. Baumel, les élus du nouveau Front Populaire.



Pas de politique dans l'entreprise... selon la direction de l'entreprise !

Cette période électorale a été marquée par des discussions politiques, lors de distributions de tracts mais aussi dans les vestiaires, lieux de RHR, de coupures, de prises de services.

De quoi énerver la direction. Quelques courriers de remontrance aux OS ont été envoyés par la direction, pour interdire les arguments politiques dans les tracts syndicaux.

Têtus, les cheminots ont continué de discuter de l'extrême-droite qui utilise la xénophobie pour diviser et distraire les travailleurs, imitée par le gouvernement actuel, parfois sans provoquer de réactions à la hauteur de la part de la gauche.

La direction sait que lorsque les travailleurs discutent et s'organisent collectivement, elle perd le contrôle. Et en période d'agitation, la propagande capitaliste de l'entreprise est inaudible. Les cadres nous fichent la paix sur les objectifs à atteindre : tant mieux !